

Questions orales

Canada est prêt à signer une entente sur le développement minéral avec le gouvernement du Québec? Dans l'affirmative, est-ce avant le 25 décembre 1992?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je remercie le député de poser la question.

Mon collègue, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, et son homologue québécois ont travaillé très dur à la mise au point de cet accord. Je me réjouis de constater que l'accord en est au point où l'on peut, je crois, prendre des mesures définitives pour sa ratification et son annonce.

* * *

[Français]

LE SECTEUR MANUFACTURIER

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Depuis le début de la récession, en termes relatifs, le secteur manufacturier canadien a perdu trois fois plus de jobs que le secteur manufacturier américain. Ma question est la suivante: Pourquoi cet écart écrasant entre nous et les États-Unis?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je me permets de faire remarquer à mon collègue que, dans les huit premiers mois de la présente année, les exportations canadiennes vers les États-Unis, qui se composent à 55 p. 100 de produits manufacturés, ont augmenté de 9,8 p. 100. Et cela, en dépit de la mauvaise santé de l'économie américaine et grâce, comme le sait pertinemment mon collègue, à l'Accord de libre-échange. Cet accord est l'un des éléments qui ont contribué à stimuler le secteur manufacturier du Canada.

Je crois que mon collègue ferait bien de chercher d'autres causes aux problèmes actuels du secteur manufacturier et notamment, du côté des changements énormes que nous traversons et dont parle mon collègue, le ministre des Finances.

Le député parle d'adaptation. S'il compare la situation au Canada avec celle qui règne aux États-Unis à cet égard, il verra que le Canada consacre nettement plus que les États-Unis par habitant à des programmes d'adaptation des particuliers comme des secteurs industriels, y compris le secteur manufacturier.

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, nous parlons d'emplois perdus. Le fait est que nous avons perdu trois fois plus d'emplois que les États-Unis dans le secteur manufacturier même si ce pays traverse comme nous une période d'adaptation.

La raison en est bien simple. En dépit de deux années de terribles épreuves pour les Canadiens, le gouvernement a maintenu un plan d'action qui n'a rien fait pour soulager les souffrances des Canadiens ni préparer le pays à ce qui l'attend. Alors que, de notre côté, nous demandions des stimulants économiques, il a répliqué avec des taux d'intérêt non concurrentiels. Nous avons demandé davantage de formation, de recherche et de développement et il nous a dit d'attendre le programme devant nous assurer la prospérité. Le programme de la prospérité est désormais en place. Quelle excuse le gouvernement va-t-il maintenant invoquer pour ne rien faire? Quand le gouvernement va-t-il nous donner un budget? Croit-il vraiment qu'on peut résoudre le déficit financier en faisant fi du déficit humain?

• (1500)

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je dirai très clairement que nous n'avons pas fait fi de l'élément humain. En effet, le financement de la formation que le gouvernement a mis en place pour venir en aide aux Canadiens qui ont perdu leur emploi par suite des difficultés du secteur manufacturier s'est considérablement accru. Il atteint aujourd'hui 3,5 milliards de dollars, ce qui est plus, je crois, que ce que les États-Unis consacrent à la formation au sein d'une économie dix fois plus grande que l'économie canadienne.

Les problèmes du secteur manufacturier sont directement liés au fait que le coût de la main-d'œuvre a augmenté de quelque 50 p. 100 de plus au Canada qu'aux États-Unis. C'est pour cette raison que . . .

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.